

**L'ÉCOLE N'EST PAS UNE ENTREPRISE !
L'ÉDUCATION N'EST PAS UNE MARCHANDISE !**

NON À LA MULTIPLICATION DES « CLASSES DE DÉFENSE » DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES DU GARD !

Depuis son premier mandat, le président Macron a fait du Service National Universel (SNU) l'étendard de sa politique pour la jeunesse, souhaitant récemment le généraliser sur le temps scolaire. Par ailleurs, depuis les attentats de 2015, il y a une volonté politique forte de développer des « classes de défense », essentiellement en collège, qui créent des parrainages entre une classe et une unité militaire et un lien jeunesse-armée. Dans le Gard, alors qu'il existait trois « classes de défense » en 2020, elles seront quatorze dans le département à la rentrée 2023.

SUD éducation Gard-Lozère s'inquiète de cette multiplication des « classes de défense » qui s'adressent en particulier aux établissements situés en éducation prioritaire (REP et REP+), comme au collège Condorcet à Nîmes, et aux zones rurales isolées, comme Remoulins ou prochainement à Saint-Jean-du-Gard. SUD éducation Gard-Lozère s'insurge contre cette tentative de mise au pas, sous couvert de « parcours de citoyenneté », des élèves les plus fragiles socialement et/ou les plus exposés à la stigmatisation. SUD éducation Gard-Lozère dénonce aussi cette militarisation de l'école et cette méthode de recrutement précoce des jeunes dans l'armée.

SUD éducation Gard-Lozère revendique :

- **l'abandon des partenariats entre les ministères de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et de l'Armée (SNU, « classes de défense », « ateliers défense », etc.) ;**
- **des moyens matériels et humains à la hauteur des besoins de l'école et un plan d'urgence pour l'éducation ;**
- **des créations de postes, une augmentation significative des salaires et une amélioration des conditions de travail des personnels de l'EN.**